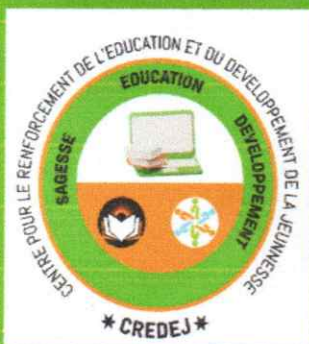




CENTRE POUR LE RENFORCEMENT DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA JEUNESSE « CREDEJ »

Déclaration du CREDEJ, du 02 septembre 2025

« 20 ans de gouvernance du CNDD-FDD, une éducation en chute libre »

À l'occasion des 20 ans de gouvernance du CNDD-FDD, le Centre pour le Renforcement de l'Éducation et du Développement de la Jeunesse (CREDEJ) exprime sa profonde inquiétude face à l'état alarmant du système éducatif burundais.

1. En 2005, l'arrivée du CNDD-FDD au pouvoir avait suscité un immense espoir, notamment avec l'annonce de la gratuité de l'enseignement primaire. Les Burundais imaginaient un avenir meilleur pour leurs enfants et la jeunesse du pays. Deux décennies plus tard, ce rêve s'est transformé en désillusion.
2. Aujourd'hui, le système éducatif burundais souffre de multiples maux :
 - Politisation croissante des écoles, qui détourne l'attention de l'apprentissage.
 - Culture de la médiocrité, au détriment de l'excellence.
 - Taux de réussite avec des élèves progressant de classe en classe avec à peine 30 % de moyenne.
 - Réformes précipitées (école fondamentale, système BMD) mises en œuvre sans études approfondies ni accompagnement suffisant.
3. Les enseignants, piliers de l'éducation, sont de plus en plus marginalisés : leurs conditions de travail se dégradent, la politique d'harmonisation salariale n'a pas revalorisé leur statut, et leurs droits syndicaux sont menacés. Le droit de grève est quasi inexistant, paralysé par la peur des représailles.
4. Le manque d'infrastructures et de matériel didactique est criant. Les bâtiments scolaires et universitaires délabrés témoignent d'un désengagement préoccupant de l'État.
5. Bien que deux États généraux de l'Éducation (2014 et 2022) aient formulé des recommandations pertinentes, aucune action concrète n'a suivi.

TN

6. Le CREDEJ déplore que l'éducation soit reléguée au second plan. Aucun pays ne peut prétendre à un développement durable sans investir dans sa jeunesse et son savoir.
7. Nous appelons les autorités à agir d'urgence :
 - Revaloriser la fonction enseignante
 - Garantir un enseignement de qualité
 - Assurer un suivi rigoureux des réformes éducatives
 - Mettre fin à la politisation de l'école

